

TOUT BLOQUER LE 10/09, POUR GAGNER ENSEMBLE

La rentrée sociale pourrait réellement être à la hauteur de la colère qui gronde. Disons-le clairement : le budget présenté n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des attaques subies ces dernières années. Mais certaines mesures frappent par leur caractère symbolique. Ainsi, la volonté de nous faire travailler deux jours de plus, sans aucune contrepartie illustre la volonté de déconsidérer à la fois notre travail et notre salaire. Sous prétexte de « résorber la dette », on nous attaque. Pourtant, des centaines d'autres solutions existent, immédiates, toutes guidées par un principe simple : partager les richesses. Mais ce n'est pas le choix

fait par le gouvernement qui, sans surprise, préfère l'injustice, le désordre et la protection des privilèges d'une minorité. Dans ce contexte, l'appel à bloquer le 10, né en partie des réseaux sociaux, résonne fortement avec ce que nous portons dans nos syndicats. C'est pourquoi nous avons soutenu cet appel dès la fin juillet, tout en rappelant le rôle essentiel des syndicats : en s'ancrant dans le terrain économique - l'entreprise, pour compléter la force de la rue. C'est cette articulation qui avait permis aux Gilets jaunes, dès leurs premiers actes, de trouver un prolongement dans nos luttes syndicales. Notre responsabilité est claire : faisons en sorte que le 10 ne devienne pas une addition confuse de revendications, ni une récupération par des partis politiques ou des causes clivantes, éloignées de l'objet premier. Gardons le cap : défendre les droits et l'honneur des travailleurs, autour de mesures concrètes.



NOUVEAU PDG RENAULT

Fin juillet, le conseil d'administration de Renault a nommé M. François Provost directeur. Cet homme est à l'origine de la délocalisation de la conception de la nouvelle Twingo en Chine. Suppressions d'emplois et délocalisations toujours en vue !



FÊTES DU BRASERO

Plusieurs syndicats organisent depuis des années des fêtes estivales, « du Brasero ». Une tribune « Fêtes syndicales, lien social et réinvention du syndicalisme » signée notamment par SUD Industrie 51 vient d'être écrite et sera publiée dans le prochain numéro.



CONGRÈS SUD INDUSTRIE

Co-organisé avec SUD Industrie 44-49, notre VIII^e congrès national se tiendra en juin 2026 à Angers. Le collectif d'animation de SUD Industrie va lancer le travail de consultation des syndicats ainsi que la rédaction des résolutions et du rapport d'activité. À suivre !

INTERSYNDICALE : L'UNITÉ DOIT ÊTRE UN MOYEN, PAS UNE FIN

À la lecture du dernier communiqué de l'intersyndicale (29 août), difficile de ne pas grimacer. L'alignement des logos de toutes les organisations syndicales ne traduit pas une addition des forces : il donne au contraire l'illusion que chacun joue la même partition, de surcroît molle. Si l'unité syndicale, au niveau national, peut parfois revêtir un caractère symbolique et nécessaire en période de lutte, ce n'est pas le cas cette fois-ci. Au-delà des critiques habituelles sur les signatures aux côtés de syndicats peu combatsifs – voire complices des directions sur le terrain –, il est surtout intéressant de se pencher sur le communiqué lui-même. Le ton

est soporifique, creux, déconnecté des réalités, avec des formules sans aucune résonance dans le quotidien des salariés. Pensons-nous réellement que des collègues se mettront en grève pour des lubies liées à la « *transition écologique* », ou qu'une pétition contre la loi Baryou suffira à construire le rapport de force ? Autant de « compromis » qui interrogent sur la stratégie et la tactique suivies. Et si encore cet appel intersyndical pouvait constituer un point d'appui complémentaire aux luttes, nous pourrions comprendre la signature de SUD-Solidaires. Mais ce n'est pas le cas. La date retenue, le 18 septembre, est complètement hors-sol et mise en concu-



Communiqué de presse

29 août 2025

Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

Les travailleurs et travailleuses que nos organisations représentent sont en colère. La multiplication des mobilisations sous diverses formes le confirme. Personne ne peut méconnaître le mécontentement et la fatigue de la population.

Représentant.e.s de la CFDT, CGT, CGT-FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, nous nous sommes réunis à Paris ce vendredi 29 août 2025.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité-es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel-les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

rence avec celle du 10 septembre. FO et la CFDT (qui va jusqu'à inviter Bayrou à ses réunions internes), toujours prompts à défendre l'ordre, même injuste, imposent encore une « journée d'action » habituelle, sans appel clair à la grève. La même stratégie que durant les Gilets jaunes : neutraliser la colère. Plutôt que de faire du syndicat un outil au service des luttes, cer-

tains en font une fin en soi pour que rien ne change. À l'inverse, SUD Industrie revendique une orientation de lutte claire, comme lors du mouvement des Gilets jaunes que nous avons soutenu dès les premiers actes. **Ce sont ces choix qui doivent nous guider : à nous de les mettre en œuvre, dans une unité qui ne renie pas l'affrontement et le combat.**



« **C'EST UNE EXPÉRIENCE ÉTERNELLE QUE TOUT HOMME QUI A DU POUVOIR EST PORTÉ À EN ABUSER.** » (MONTESQUIEU)

LECAS INDUSTRIES/HAMELIN : UN PLAN SOCIAL DÉGUI-SÉ EN LIQUIDATION JUDICIAIRE (SUD INDUSTRIE 16)



Depuis juin 2025, la lutte des salariés de Lecas Industries entre dans une nouvelle phase. La DREETS a refusé les licenciements des élus protégés et exigé 800 000 € de taxe de revitalisation. En réaction, le PDG a tenté une liquida-

tion judiciaire, manœuvre contestée par le procureur de la République lors de l'audience au tribunal de commerce. Depuis, privés de salaire, les salariés et leurs familles sombrent dans une précarité intenable. Mais la riposte s'organise : audience prud'ho-

male le 9 octobre 2025 à Angoulême, procédure d'appel contre la liquidation frauduleuse et audience correctionnelle prévue en juin 2026. La mobilisation continue pour que justice soit rendue et que HAMELIN assume enfin ses responsabilités sociales.

L'ENTRETIEN AVEC SUD INDUSTRIE AUVERGNE



SYNDICAT SUD INDUSTRIE AUVERGNE (VOLVIC)

Après avoir quitté la CGT, Janète a décidé de créer SUD en 2018. Avec une équipe engagée et une philosophie syndicale proche du terrain, SUD s'est construit autour d'un principe fort : permettre au local de décider. Le syndicat s'est présenté pour la première fois aux élections en 2019, devenant représentatif dès sa première participation. En 2023, SUD confirme sa deuxième place syndicale, avec six élus au CSE et deux membres SSCT. Depuis ses débuts, SUD se bat pour que les négociations aient lieu sur le site de Volvic et non au niveau du groupe Danone. Conditions de travail, handicap, emploi des seniors, pénibilité : ces axes constituent les fils rouges de cette section syndicale, membre de SUD Industrie Auvergne, aux côtés notamment des sections Aubert & Duval, Lapeyre, etc.



**SUD INDUSTRIE
AUVERGNE - VOLVIC**

CRÉATION : 2018

VILLE : VOLVIC (63)

**REPRESENTANT : JANÈTE PEREIRA
(DÉLÉGUÉE SYNDICALE)**

CONTACTS : 06.40.14.61.91-

SUD.IND.AUV@GMAIL.COM

« AMÉLIOREZ VOUS-MÊME VOTRE QUALITÉ DE VIE AVEC LA GRÈVE »

Vous êtes en pleine mobilisation ?

Oui, nous sommes en grève depuis avril 2025, après un boycott des IRP, faisant suite aux NAO 2024. Malgré des chiffres favorables – notamment l'augmentation de la rentabilité – la négociation a été déloyale : le groupe a transformé cette obligation en simple information, provoquant la colère. Nous avons donc créé les conditions pour que l'unité fasse la force, en constituant une intersyndicale CGT-SUD-FO. Le personnel continue, à l'appel de SUD et de la CGT, à reconduire le mouvement lors des assemblées générales régulières, que nous tenons après chaque réunion avec la direction. La proposition de protocole de fin de conflit n'est toujours pas à la hauteur, et SUD a mis toute son énergie pour qu'aucune signature ne soit apposée. Parallèlement, nous avons saisi l'inspection du

travail. Ce mouvement cristallise aussi des revendications autour de la précarité.

Quelle était votre stratégie sur la communication ?

Nous diffusons un tract régulièrement, après chaque réunion avec la direction. Nous avons appelé à la grève avec deux mots d'ordre fédérateurs : « *Débrayez comme vous aimez* » et « *Améliorez vous-même votre qualité de vie* ». L'idée était que les salariés puissent s'approprier le mouvement et en soient les premiers acteurs. Nous avons organisé une conférence de presse le 3 juillet. À part l'AFP et l'AEF, la presse locale ne s'est pas déplacée, suite aux pressions du groupe Danone. La poursuite de notre mobilisation et notre détermination nous permettent aujourd'hui d'espérer que les médias locaux ne soient plus censurés.

Tu parlais aussi de précarité ?

Volvic a pu réaliser de très bons résultats, notamment grâce à la précarité et à la flexibilité imposées aux salariés. Dans certains services, le planning est communiqué à huit jours, voire moins, alors qu'un délai minimum de quatorze jours est requis. Côté intérim, nous sommes depuis deux ans à une moyenne mensuelle de 40 % dans les métiers logistiques et de production, voire plus ailleurs. L'inspection du travail a été saisie pour délit d'entrave et remplacement illégal de grévistes. Actuellement, nous contrôlons chaque contrat d'intérim pour relever tous les manquements au Code du travail. Nous irons jusqu'au bout. Les salariés continueront si la direction n'évolue pas, notamment sur la question de la prime d'habillement.

FORMATION SYNDICALE : INSCRIVEZ-VOUS !



FORMATIONS CSE

Pour toutes les formations liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et 5 jours suivant la situation), contactez-nous directement pour recevoir le calendrier des sessions prévues.

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse.

Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale.

LE CADRE LEGAL

La formation syndicale est un droit dans le cadre du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES, Art.L.2145-1 et suivants ET L.2145-5 et suivants du code du travail). Cette autorisation spéciale d'absence s'effectue sans aucune perte de salaire et constitue du temps de travail, rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. **Chaque salarié a le droit jusqu'à 12 jours/an.** Lors du dépôt en bonne et due forme, l'employeur a 8 jours pour éventuellement contester, délai après lequel le congé est automatiquement accepté. En cas de refus, une procédure spécifique oblige à consulter le CSE. Il est très difficile pour un employeur d'empêcher le dépôt de CFESES.

BOUTIQUE MILITANTE : PASSEZ COMMANDE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La boutique militante de SUD Industrie est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles. La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades (Zakaria, Damien, Jérôme, Bernard, Laurent) mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.



www.sudindustrie.org



Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CASI). *Pour toutes questions* : permanence@sudindustrie.org. Le comité de rédaction est ouvert aux camarades qui souhaiteraient nous rejoindre : pour cela, votre syndicat SUD Industrie doit vous mandater et faire part de cette proposition directement au CASI pour validation.



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Secteur Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33
Marc Tzwangue 06.82.55.83.16
tresorerie@sudindustrie.org

Secteur Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Secteur Formation / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22
Bernard Guillerey 06.70.93.61.51
formation@sudindustrie.org

Secteur Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12
Sami Hamida 06.31.84.54.09
juridique@sudindustrie.org

Secteur Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

Secteur International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Secteur Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06
Jérôme Massin 06.70.27.78.35
Damien Raillard 06.15.42.53.45
boutique@sudindustrie.org

Secteur Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84
luttes@sudindustrie.org

Secteur Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91
Bernard, Florent & Damien

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contactez
directement la permanence@